

Accord départemental
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
DES ENTREPRISES D'HORTICULTURE ET DE PÉPINIÈRES
(Allier)

(3 septembre 2009)
(Etendu par arrêté du 17 mars 2010,
Journal officiel du 25 mars 2010)

AVENANT N° 2 DU 18 SEPTEMBRE 2013

NOR : AGRS1497007M

Entre :

Le syndicat des producteurs de l'horticulture et des pépinières de l'Allier ;

La FNSEA de l'Allier ;

La FDSEA de l'Allier ;

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre de l'Allier ;

La fédération des entrepreneurs du territoire de l'Allier ;

La FD des CUMA de l'Allier,

D'une part, et

L'UD des syndicats CGT de l'Allier ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

L'UD FGA CFDT de l'Allier,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant fait suite à la volonté des partenaires sociaux d'élargir le champ d'application professionnel de l'accord aux entreprises liées par la convention collective de travail du 21 février 1977 concernant les exploitations agricoles et de maraîchage, les entreprises de travaux agricoles et forestiers et les coopératives d'utilisation de matériel agricole du département de l'Allier, dans la mesure où le régime de prévoyance de ces dernières comportait des garanties identiques à celles prévues par ledit accord.

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 1.1 « Champ d'application professionnel » sont abrogées et remplacées comme suit :

« Le présent accord est applicable de manière obligatoire à l'ensemble des employeurs et des salariés non cadres ne relevant pas de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des

décisions de l'AGIRC des entreprises du régime agricole relevant des activités du département de l'Allier définies ci-après :

- horticulture ;
- pépinières ;
- exploitations agricoles de polyculture et d'élevage proprement dites, des élevages spécialisés de gros et petits animaux et de maraîchage ;
- travaux agricoles et forestiers ;
- CUMA. »

Article 2

L'article 4 « Salariés bénéficiaires » est modifié comme suit :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent aux salariés non cadres ne relevant pas de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC, suivant les conditions d'ancienneté prévues pour chacune des garanties figurant à l'article 5 et relevant du champ d'application du présent accord. »

Article 3

Au premier alinéa de l'article 5.1 « Garantie décès », les mots : « de 1 an d'ancienneté » sont remplacés par les mots : « de 6 mois d'ancienneté consécutifs ».

Article 4

Au premier alinéa des troisième et quatrième paragraphes de l'article 5.2 « Garantie incapacité temporaire de travail », les mots : « de 1 an d'ancienneté » sont remplacés par les mots : « de 6 mois d'ancienneté consécutifs ».

Article 5

Au premier alinéa de l'article 5.3 « Garantie incapacité permanente », les mots : « de 1 an d'ancienneté » sont remplacés par les mots : « de 6 mois d'ancienneté consécutifs ».

Article 6

Les dispositions de l'article 7.2 « Taux de cotisations et répartitions » sont remplacées par les suivantes :

« Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations, comprenant l'assurance des charges sociales patronales, destinées au financement des garanties définies à l'article 5 est ainsi fixé :

Après 6 mois d'ancienneté consécutifs dans l'entreprise ou en cas de transfert de droits acquis faisant suite à une nouvelle embauche intervenant au plus dans les 4 mois qui suivent la fin du contrat de travail du salarié, la cotisation s'établit à 2,09 % tranche A et tranche B.

Ce taux global est réparti comme suit :

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

(En pourcentage.)

GARANTIES	EMPLOYEUR	SALARIÉ	ENSEMBLE
Décès	0,40	0	0,40
Incapacité temporaire de travail :			
– garantie légale maladie	0,58 (*)	0	0,58
– garantie complémentaire conventionnelle	0	0,48	0,48

GARANTIES	EMPLOYEUR	SALARIÉ	ENSEMBLE
Incapacité permanente	0,35	0,08	0,43
Charges sociales	0,20	0	0,20
Total	1,53	0,56	2,09
(*) Il est rappelé que la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle, ainsi qu'à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, soit 0,58 %, est à la charge exclusive de l'employeur et le relais mensualisation (0,48 %) est à la charge exclusive du salarié.			

Les cotisations à la charge du salarié sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique "prévoyance" distincte des cotisations sociales obligatoires.

En raison des dispositions légales sur la réforme des retraites, il est prévu une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,22 % pendant 24 mois à compter de la date d'extension de l'avenant n° 2 du 18 septembre 2013 et jusqu'au 31 décembre 2015, à la charge des employeurs. »

Article 7

Les autres clauses de l'accord restent inchangées.

Article 8

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent accord.

Le présent accord prendra effet au premier jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel* et, au plus tôt, le 1^{er} janvier 2014.

Fait à Moulins, le 18 septembre 2013.

(Suivent les signatures.)